



DOCUMENT DE TRAVAIL

Défence et Sécurité intérieure

Chère lectrice, cher lecteur,

Cette fiche est un document de travail. Elle fait partie de l'[État d'avancement du Plan de transformation de l'économie française \(PTEF\)](#) du think tank *The Shift Project*. C'est le premier jalon du travail annoncé le 6 mai 2020, qui a pu être initié grâce au succès de sa campagne de financement [participatif](#) – merci aux plus de 3700 donateurs !

Cette fiche traite d'un sujet parmi une vingtaine, qui sont intriqués les uns aux autres et donnent ensemble une vision globale, systémique de l'économie française. Les autres fiches sont disponibles sur le site internet* du *Shift Project*. Nous y décrivons l'économie telle qu'elle pourrait être après une transformation visant à la décarboner et la rendre plus résiliente (à un choc pétrolier, au changement climatique...), secteur par secteur et selon des thématiques transversales (l'emploi, l'énergie, les matériaux...).

Cette Vision globale – de l'économie actuelle, du chemin de transformation et de l'économie après transformation – reste à parfaire, à compléter et à débattre. D'une part, la *Vision globale_V0* devra être consolidée en une vraie *V1*. D'autre part, pour devenir « le Plan », elle devra être complétée par des propositions de mesures opérationnelles. Ces mesures devront permettre d'amorcer une trajectoire de transformation pour décarboner nos activités au bon rythme, et rendre la société résiliente aux chocs. Construire, secteur par secteur, ces propositions, par une mobilisation des acteurs concernés : cela sera l'objet de la prochaine phase du projet PTEF, qui débutera à l'automne 2020.

Vos retours sur le travail déjà accompli sont les bienvenus. En vue de publier fin septembre 2020 une version consolidée de ce travail (la *Vision globale_V1*), nous menons durant cet été une (petite) consultation (merci aux *Shifters*) : [pour nous faire part de vos retours \(anonymement\), rendez-vous sur ce formulaire en ligne.](#)

Votre contribution est possible pour la suite du travail. Elle pourra être sectorielle, transversale, ou porter sur la valorisation et vulgarisation du travail. Pour les plus motivés d'entre vous, [rendez-vous sur cet autre formulaire en ligne pour proposer votre contribution.](#)

Bonne lecture,

L'équipe du Shift et l'équipe élargie du PTEF

*L'État d'avancement du PTEF comporte une [introduction](#). Il est segmenté selon quatre logiques : secteurs « usages » ([mobilité quotidienne](#), [mobilité longue distance](#), [logement](#), [usages numériques](#)) ; secteurs « services » ([santé](#), [culture](#), [défense et sécurité intérieure](#), [enseignement supérieur et recherche](#), [administration publique](#)) ; secteurs « amont » ([agriculture-alimentation](#), [forêt-bois](#), [énergie](#), [fret](#), [matériaux et industrie dont ciment-chimie-batteries](#), [industrie automobile](#)) ; chantiers transversaux ([emploi](#), [finance](#), [résilience et impacts](#), [villes et territoires](#)).

I- La Défense et la Sécurité intérieure dans le PTEF

Périmètre du secteur et interactions avec les autres secteurs :

Périmètre du secteur :

- La Défense correspond au Ministère des Armées ;
- La Sécurité intérieure est assurée par les Douanes, la Police nationale et la Gendarmerie. À ces trois corps, il convient d'ajouter la police municipale, les gardes champêtres, l'administration pénitentiaire, les sapeurs-pompiers. Ainsi la Sécurité Intérieure correspond pour partie au Ministère de l'Intérieur ;
- À ces deux grandes composantes nous avons ajouté la BITD (base industrielle technologique de défense). Cette fraction du tissu industriel français a des caractéristiques propres pouvant évoluer en concordance avec ses clients issus du secteur en question.

Interactions avec les secteurs :

- Pour la définition et le chiffrage des objectifs, il conviendra d'échanger davantage avec les secteurs mobilité, bâtiment, forêts (patrimoine foncier) et agriculture & alimentation ;
- Pour éviter le double comptage, il conviendra de travailler davantage avec l'industrie (BITD) et le secteur de l'administration publique.

Organisation pour le PTEF de ce secteur. interactions avec les autres équipes :

Le travail sur le secteur Défense et Sécurité est piloté par une petite équipe dédiée, composée de professionnels du secteur, et qui s'est partagée le travail entre la coordination et la partie Défense, la Sécurité Intérieure, et la BITD. Les interactions susmentionnées n'ont été que partiellement traitées avec les autres équipes.

Généralités sur la Défense et la Sécurité intérieure dans le PTEF :

La Défense et la Sécurité sont, à l'instar de toutes les organisations s'appuyant sur des flux matériels, informationnels et de personnes, dépendantes de ressources énergétiques et matérielles.

La défense des citoyens français dépend en grande partie des ressources énergétiques fossiles. La sécurité consistant à faire face à l'adversité, en tout lieu et tout temps, elle a **besoin d'une grande puissance mécanique**, capacité rendue possible par le rendement énergétique du **pétrole**. 70 % de l'énergie utilisée par les armées est d'ailleurs issue de produits pétroliers et ce taux avoisine les 100 % dans le cadre des opérations extérieures. Ce secteur participe de fait aux émissions de gaz à effet de serre et au réchauffement climatique. De plus, sa forte **dépendance** aux flux d'énergies fossiles questionne la **résilience** de l'appareil de sécurité à d'éventuels chocs pétroliers ou ruptures d'approvisionnement.

Ces enjeux doivent être au cœur de la pensée stratégique et des préoccupations des ministères du secteur, notamment dans le cadre du Livre Blanc sur la Défense et la Sécurité Nationale.

Ce travail a pour objectif de **faire émerger des leviers accessibles et réalistes** permettant de **limiter l'impact** climatique du secteur, de **favoriser la transition énergétique** de l'État et de **renforcer la résilience** face au risque énergie-climat. La Défense et la Sécurité doivent être les acteurs exemplaires d'un plan de transition de la société et offrir des contreparties aux

investissements consentis par la France ; 11,1 milliards de dépenses d'investissement ont été accordés à la Défense en 2019. Le domaine a un rôle social à jouer et doit saisir cette opportunité pour se transformer en profondeur et s'imposer la sobriété carbone.

II- Notre point de départ

Difficulté à faire le bilan du point de départ (organisation physique, flux physiques, impacts) par manque de données :

Il n'existe pas de document (rapport d'information de l'Assemblée nationale, Sénat ou Cours des Comptes) qui présente une vision d'ensemble des flux physiques et impacts carbone du secteur. L'État français doit demander à ses administrations de chiffrer l'impact carbone de chacune de ces composantes (bilan carbone).

Les déplacements professionnels sont par ailleurs difficilement chiffrable.

Description du secteur actuellement (organisation physique, flux physiques, impacts) :

Les emplois représentent environ 560 000 agents répartis comme suit :

- Armées : 270 000 ;
- Sécurité civile : 40 000 (+200 000 volontaires) ;
- Police nationale : 150 000 ;
- Gendarmerie : 100 000.

Déplacements :

- Déplacements domicile-travail (sans télétravail), émission actuelle : 415 000 téqCO₂/an ;
- Déplacements professionnels courts ou longs : difficilement chiffrable ;
- Utilisation des véhicules de services hors militaires :
 - Police nationale : consommation de 56 M€ de carburant en 2019 avec 30 000 véhicules majoritairement légers
 - Gendarmerie : 30 000 véhicules majoritairement légers
 - Sécurité civile : 15 000 poids lourds et 30 000 véhicules légers

Soit une consommation de 336 M de litres de carburant par an hors militaires, soit 840 000 téqCO₂/an.

Bâtiments et foncier :

- Armées :
 - Locaux administratifs, de commandement et de vie : 17 000 hectares
 - Logements : 1000 hectares dont 670 000 mètres carrés émettant en moyenne 52,30 kgéqCO₂/m² par an, soit 3,5 MtéqCO₂/an
 - Bâtiments de défense et infrastructure industrielle ou logistique : 45 000 hectares

- Terrains non bâtis (zones de servitude, terrains d'entraînement, champs de tir, bases aériennes, dépôts de munitions) : 180 000 hectares

- Police : 3M m² (peu de logements)
- Gendarmerie : plus de 11M m² (majorité de logements)
- Sécurité civile : estimation 4,5M m²

Restauration collective :

- Nombre de repas servis par an le midi : 560 000 x 200 = 112 millions de repas par an sans permanence le matin, soir, weekend et jours fériés.
- Avec les permanences, on peut estimer une prise de près de 200 millions de repas par an soit 500 000 téqCO₂/an.

Réseaux d'eau, traitement des eaux usées et gestion des déchets :

- Non chiffré à ce stade

Grands enjeux physiques, de résilience, d'accompagnement de la transformation, et environnementaux :

Les enjeux physiques du secteur rejoignent les problématiques posées pour les secteurs amont : mobilité professionnelle, performance énergétique des infrastructures, alimentation, sobriété des usages, etc.

L'enjeu pour le secteur est donc de parvenir à maintenir son activité, essentielle, en tenant compte des orientations stratégiques du Plan dans ces secteurs.

Malgré l'initiation d'une réflexion sur les enjeux énergétiques et climatiques, le secteur Défense et Sécurité intérieure doit encore s'adapter et proposer de nouvelles normes. Dans un monde incertain où les équilibres géopolitiques sont devenus précaires et le changement climatique un catalyseur des conflits futurs, le secteur s'expose à des risques qui, s'ils ne sont pas anticipés, le rendront vulnérable.

Pourtant, la Défense et la Sécurité sont fondamentales, notamment pour la gestion des crises. Elles doivent donc s'organiser et se préparer.

III- Le chemin proposé par le PTEF

La taille du patrimoine immobilier ainsi que le nombre des agents de la Défense et de la Sécurité lui confèrent un potentiel certain de réduction des émissions, tout comme une responsabilité à tendre vers plus de résilience.

Décarboner par la rénovation et les changements et la réduction des usages (sobriété) :

- Bâtiments rénovés et sobres
- Diminuer la masse des véhicules non spécialisés, électrifier une partie du parc
- Diminution et verdissement des déplacements, accroissement du numérique
- Restauration collective bas-carbone (non carnée, locale)

Imposer le **chiffrage** des émissions et impacts du secteur.

Proposer que la Défense détienne une **capacité à s'informer de manière autonome** sur l'état des ressources énergétiques fossiles et minières mondiales (sécurité stratégique).

IV- Le secteur Défense et Sécurité Intérieur après transformation

Description physique du secteur après transformation :

Emploi :

- Nous n'avons pas fait de proposition pour l'instant, le sujet étant éminemment politique.
- Nous pouvons néanmoins considérer que qualitativement, certains métiers relatifs à la logistique, à l'alimentation, à l'administration, à la maintenance des bâtiments etc. évolueront afin d'assurer le fonctionnement bas carbone d'un certain nombre d'aspects du secteur.
- Une culture de résilience, fondée sur la sobriété et la communauté, se sera développée grâce aux valeurs d'effort, de service et de sacrifice caractéristiques du milieu.

Déplacements professionnels :

- Déplacements domicile-travail (sans télétravail) : dans le PTEF, 25 500 téqCO₂/an soit une diminution 350 000 téqCO₂/an ;
- Déplacements domicile-travail (avec télétravail pour 2 % des agents, majoritairement les cadres, la moitié du temps) : dans le PTEF, diminution de 255 téqCO₂/an.

Bâtiments et foncier :

- Les terrains non bâtis (180 000 hectares – 1800 kilomètres carrés) seront valorisés différemment, notamment en désartificialisant les sols.
- Risque vente au domaine foncier du secteur : la volonté de cession des terrains à des promoteurs immobiliers pour équilibrer les budgets des administrations doit prendre en compte le risque d'artificialisation des sols telle que la construction de nouveaux bâtiments, zones commerciales, entrepôts, etc. ; la politique foncière devra évoluer en conséquence, dans le sens de l'objectif zéro artificialisation brute (cf. fiche Villes et Territoires).
- Passer d'un indice moyen d'émission de GES de 52 à 10 kgéqCO₂/m²/an permettrait de diminuer les émissions de près de 2,8 MtéqCO₂/an pour le seul parc de logement militaire ; le faire également pour le parc immobilier de la police, de la gendarmerie et de la sécurité civile apporterait également un gain important. Il s'agit de rénover les logements de l'indice E à B.

Restauration collective :

- En suivant les propositions du PTEF il serait possible de diminuer la consommation du secteur **d'environ 360 téqCO₂/an.**

Réseaux d'eau, traitement des eaux usées et gestion des déchets :

- À ce jour nous n'avons pas chiffré l'avantage éventuel de mettre en place une valorisation biogaz dans les établissements du secteur. Nous devons notamment évaluer la taille critique (en nombre de personnel sur l'emprunte) pour valoriser les déchets alimentaire/organiques.